

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 34/3 (2007)

DOI: 10.11588/fr.2007.3.50804

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Un tel sujet était difficile à traiter de manière originale, vu l'abondance des faits et la multiplicité des ouvrages disponibles. Knipping relève la gageure en insistant prioritairement sur la dimension politique, y compris celle que contiennent des projets ou des réalisations d'ordre apparemment complètement différent. Les implications économiques de la construction européenne ne sont guère approfondies: rapports entre celle-ci et le rythme de la croissance; conséquences sur les structures productives et les spécialisations sectorielles; implications pour les politiques économiques nationales; évolution des disparités sociales et régionales; coûts et avantages des élargissements successifs; enjeux de la monnaie unique; place de l'Union européenne dans la compétition internationale ... Sur tous ces points, autour desquels la discussion est pourtant vive entre spécialistes, l'ouvrage se borne à de rapides développements.

Par contre, il met opportunément en valeur les aspects institutionnels, accordant une large place, par exemple, au débat entre les fédéralistes et les partisans de la coopération intergouvernementale, du congrès de La Haye en 1948 à la création du Conseil européen en 1974, rappelant que cette dernière initiative porte la double empreinte de deux anciens membres du Comité pour les États-Unis d'Europe de Jean Monnet, Valéry Giscard d'Estaing et Helmut Schmidt, et que grâce au recours au concept d'union européenne, elle permet de surmonter la longue opposition entre les tenants de l'Europe supranationale et ceux de l'Europe des États. L'ouvrage excelle à montrer le contenu politique de la construction communautaire, celle des traités de Rome par exemple qui «ont certes un contenu économique, mais renvoient à une dimension politique, celle de l'intégration européenne», ainsi que de la quasi-totalité des réalisations ou des projets communautaires. De même, l'importance du tandem franco-allemand ressort bien. Il permet notamment de relancer la construction communautaire au lendemain de périodes où les relations intergouvernementales s'étaient distendues: en 1984 par exemple, lorsque François Mitterrand et Helmut Kohl, déçus de l'attitude britannique, décident ensemble du contenu du programme ESPRIT et de l'élaboration d'une riposte commune face aux demandes d'allègement de la contribution budgétaire britannique présentées par Mme Thatcher.

Enfin, le problème du «déficit démocratique» de la construction communautaire est posé à plusieurs reprises. L'auteur montre que, même s'il n'est apparu au grand jour que depuis une quinzaine d'années, il était perceptible dès les débuts de celle-ci. Le 25 mars 1957 par exemple, il est symptomatique que l'événement, pourtant couvert par la presse internationale et retransmis par Eurovision, n'ait suscité qu'indifférence dans les opinions publiques respectives, mobilisées par d'autres sujets, y compris à Rome où, si les cloches sonnent, ce n'est pas en l'honneur de l'Europe, mais en raison de la fête de l'Annonciation qui se déroule au même moment.

De telles notations ajoutent encore à l'intérêt de l'ouvrage. Même si, étant donné sa date de parution, il ne peut aborder les implications de l'échec récent du projet de Constitution européenne, il fournit les clés nécessaires pour resituer dans sa profondeur la signature des traités fondateurs dont on vient de célébrer le cinquantième anniversaire.

Jean-François Eck, Lille

Manfred STEINKÜHLER, *Der deutsch-französische Vertrag von 1963. Entstehung, diplomatische Anwendung und politische Bedeutung in den Jahren von 1958 bis 1969*, Berlin (Duncker & Humblot) 2002, 212 p. (Zeitgeschichtliche Forschungen, 14), ISBN 3-428-10767-5, EUR 18,00.

Ancien diplomate, grand connaisseur de la France, Steinkühler a livré à la veille du 40^e anniversaire du traité de l'Élysée une étude bien documentée (fondée essentiellement sur l'exploitation des archives des ministères français et allemand des Affaires étrangères, des

fonds de l'Institut Goethe et des mémoires et témoignages publiés des acteurs de l'époque) sur l'origine, l'usage et le sens du traité, de 1958 à 1969 (du début de »l'ère de Gaulle-Adenauer« à la fin de l'époque »de Gaulle-Kiesinger/Brandt«). L'étude consiste en grande partie dans l'analyse des entretiens entre les chefs d'État et de gouvernement, désormais largement connus des historiens grâce aux publications des procès-verbaux de ces rencontres dans les collections de documents diplomatiques français et allemands.

Steinkühler a choisi un angle d'approche original, cherchant à montrer que la difficulté des relations franco-allemandes au cours des six ans suivant la conclusion du traité (le gouvernement Erhard puis le gouvernement de grande coalition dirigé par le chancelier Kurt Georg Kiesinger) s'expliquerait par les réticences à l'égard de la France d'une grande partie des responsables politiques et des diplomates allemands ayant à traiter des questions bilatérales. Ce manque de sympathie à l'égard du voisin français, allant jusqu'à la francophobie (le ministre des Affaires étrangères chrétien-démocrate Gerhard Schröder est ici particulièrement visé), résulterait pour une large part de l'adhésion passée de ces hommes politiques et de ces diplomates à l'idéologie nazie, ou, pour les plus jeunes, de leur formation à la »carrière« par des responsables très compromis sous le national-socialisme (appartenant à cette nouvelle génération, il cite Paul Frank qui fut en poste à Paris et devint secrétaire d'État sous la coalition sociale-libérale, p. 151). L'appartenance confessionnelle (protestante) serait également, selon l'auteur, un élément explicatif de ce désintérêt pour le voisin d'outre-Rhin (p. 46). Sous la grande coalition et au début de l'ère sociale-libérale (abordée à la fin de l'ouvrage), des changements importants dans le personnel diplomatique (l'*Auswärtiges Amt* étant alors dirigé par Willy Brandt) se produisirent, caractérisés par une rupture avec le fonctionnariat en place sous le III^e Reich, mais la volonté de s'orienter vers la France ne s'en est pas nécessairement trouvée accrue. Mais désormais pour d'autres raisons: soit, comme dans le cas de Georg Ferdinand Duckwitz, par mésestimation de l'importance du traité de l'Élysée comme facteur déterminant de la politique étrangère, soit, comme dans le cas de Egon Bahr, en raison d'une autre perception des nouvelles constellations sur la scène internationale (Steinkühler rappelle opportunément le commentaire fait par Bahr sur la signature du traité franco-allemand en 1963: »Tout ce qui approfondit l'amitié franco-allemande est bien. Tout ce qui approfondit la relation germano-américaine est mieux«, p. 152).

Cette analyse originale et même pionnière conduit l'auteur à rechercher les »antécédents« dans le parcours des diplomates et politiques allemands. Il démontre les continuités majeures dans le personnel de l'*Auswärtiges Amt* entre le III^e Reich et les 15 premières années de la république de Bonn. Sans doute ce ministère est-il de tous les ministères et grandes administrations en RFA celui qui se caractérise par les plus grandes continuités personnelles (Steinkühler parle de re-nazification, p. 67). Les pages de l'ouvrage consacrées à la reconstitution des parcours sont particulièrement intéressantes. Ainsi, outre le cas bien connu de Kiesinger, ont été membres de la NSDAP: (entre autres) Gerhard Schröder, Karl Carstens, Rolf Lahr, Wilhelm Grewe, Günter Diehl, Herbert Blankenhorn, Manfred Klai-ber, Sigismund von Braun (ces trois derniers se succédant comme ambassadeurs à Paris entre 1958 et 1970).

Si l'on suit cette interprétation, les responsables politiques auraient été particulièrement influencés par leur entourage et l'échec sur le court terme du traité de l'Élysée, vidé de sa substance par le préambule imposé par le Bundestag, serait largement dû, au moins jusqu'en 1966, à une francophobie héritée du traité de Versailles puis du national-socialisme, qui aurait perduré dans les milieux diplomatiques et politiques allemands. C'est faire grand cas de l'entourage et du rôle des diplomates, que l'auteur estime trop peu pris en compte, par rapport aux »décideurs« que sont les chefs d'État et de gouvernement, dans les travaux des historiens. C'est faire en revanche trop peu de cas du dilemme »atlantistes/gaullistes«, ou »France/Amérique + OTAN« et de la situation de »ou bien/ou bien« devant laquelle de Gaulle avait placé les responsables allemands. Car l'orientation prévalente vers les États-

Unis et l'Angleterre ne résulte pas seulement d'une anglophilie, que justifierait en grande partie le souci de se ranger désormais aux côtés des « vainqueurs véritables » (p. 50). De notre point de vue, Steinkühler n'a pas assez pris en considération l'impact de la politique française sur les positionnements et les décisions de Bonn, de même que, dans les années qui pavent le chemin vers le traité, la politique européenne du général de Gaulle n'est pas évaluée à sa juste mesure. Ainsi la question du projet d'union politique de l'Europe et l'échec des « plans Fouchet », en 1961/62, est mentionnée « en passant » et inexactement: il n'est pas sûr que de Gaulle ait voulu respecter les étapes déjà réalisées en matière d'intégration européenne (p. 19) quand on sait qu'il tenta de réintégrer l'économie dans le domaine de la coopération intergouvernementale (plan Fouchet II). L'échec du projet multilatéral européen comme étape fondamentale dans la voie du bilatéralisme franco-allemand laisse déjà entrevoir les difficultés qui devaient apparaître au lendemain de la signature du traité. L'orientation vers Londres et Washington, pour une République fédérale dont la sécurité dépendait largement de l'OTAN, se fondait donc sur des stratégies qui dépassent largement la francophobie ou le manque de sympathie pour le voisin immédiat.

Poursuivons la thèse de l'auteur: il affirme que la compromission des élites allemandes sous le III^e Reich (indéniable) aurait sapé leur autorité par la suite et entravé le développement harmonieux des relations intergouvernementales franco-allemandes. Il en donne pour illustration le cas du chancelier Kiesinger. Certes, les autorités françaises connaissaient son passé, mais rien ne prouve, du temps de De Gaulle, que sa compromission ait été jugée par la partie française comme un obstacle à la coopération. Steinkühler pense démontrer le poids de ce passé en rappelant les honneurs décernés par Mitterrand à Beate Klarsfeld (p. 134–135), qui avait giflé publiquement le chancelier. Mais à l'époque, c'est elle qui fut congédiée de l'Office franco-allemand pour la Jeunesse, dont elle était fonctionnaire à Paris, et Willy Brandt, auquel elle s'était adressée, refusa de la soutenir dans cette affaire¹! Enfin, il est regrettable qu'un ouvrage présentant une telle perspective sur le parcours des individus n'offre pas au lecteur un index des noms des personnes.

Corine DEFRAANCE, Paris

Daniela GNISS, *Der Politiker Eugen Gerstenmaier 1906–1986. Eine Biographie*, Düsseldorf (Droste) 2005, 514 S. (Beiträge zur Geschichte des Parlamentarismus und der politischen Parteien, 144), ISBN 3-7700-5264-1, EUR 64,80.

Eugen Gerstenmaier zählte fraglos zu den prominenten Köpfen der Union von 1949 bis 1969 und hat jetzt eine hervorragende Biographie gefunden. Der Sohn eines Handwerkers aus Kirchheim unter Teck mußte nach einer kaufmännischen Lehre und kurzfristiger Berufspraxis ein erhebliches persönliches Risiko eingehen, um seinen Traum vom Studium zu erfüllen. Die evangelische Landeskirche Württembergs ermöglichte dem begabten Eugen ein Studium von Theologie und Philosophie in Stuttgart und Rostock. Mutig trat der Student 1933/34 im Konflikt zwischen dem von Hitler eingesetzten Reichsbischof Müller und seinem Rivalen von Bodelschwingh für letzteren ein. Nach einem Vikariat in Gaildorf gelangte Gerstenmaier mit Hilfe des württembergischen Landesbischofs Wurm 1936 zum Kirchlichen Außenamt in Berlin. Dessen Leiter, Bischof Heckel, galt der Bekennenden Kirche ebenso wie Wurm als zu kompromißbereit gegenüber dem Regime. Die jeden Pragmatismus

1 Klarsfeld fut limogée de l'OFAJ dès l'automne 1967 pour avoir publié une tribune libre dans la revue «Combat», attaquant le passé de Kiesinger. Cf. Politisches Archiv des Auswärtigen Amtes, Berlin, B 94, vol. 1611, lettre de Beate Klarsfeld du 12 septembre et réponse de Brandt du 23 octobre 1967.